



**TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU SITE DE LILLE
POUR L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS**

Règlement de la consultation

Date limite de réception des plis : 30/01/2026, 12 heures

Numéro de procédure : 2025-MAPA-02

Procédure adaptée

- Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)
- Articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique (maîtrise d'ouvrage publique)

1.1 – Objet – Contexte – Interlocuteurs

Objet – Contexte

La présente consultation porte sur une opération de travaux de rénovation du site de Lille dont l'immeuble est situé au 293 avenue du Président Hoover, pour le compte de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, organisme de sécurité sociale en charge du prélèvement des cotisations et contributions sociales.

Ce bâtiment est classé en établissement classé ERP 5ème catégorie type W dont le rez-de-chaussée est l'unique niveau accessible au public.

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie : Réutilisation ou réhabilitation.

L'URSSAF de Lille a pour objectif la réhabilitation énergétique du bâtiment de bureaux situé boulevard Hoover à Lille. Les bureaux concernés par cette réhabilitation, seront modifiés en espaces de coworking afin d'accueillir 90 collaborateurs supplémentaires en plus des collaborateurs actuels.

Les ouvrages et travaux relevant des opérations visées au présent contrat relèvent de la catégorie des ouvrages de bâtiment.

Les conditions particulières d'exécution et prescriptions techniques relatives à ces opérations sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché (CCAP), ainsi que dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et communs (CCTC).

Interlocuteurs

Maîtrise d'Ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est exercée par la Directrice de l'organisme, Mme Aurélie FILLIARD HENLE, assistée de :

M. Gaël DRILLON
Directeur des ressources
Tél : 06.62.57.40.941
Courriel : gael.drillon@urssaf.fr

M. Franck EL HASSAN
Responsable Patrimoine et Sécurités
Tél : 03.27.22.32.41 / 06.03.30.25.62
Courriel : franck.el-hassan@urssaf.fr

Maîtrise d'Œuvre

M. MAILLY
dmailly@verdi.fr

Les missions confiées par le Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre sont les suivantes :

- Etudes de projet (PRO).
- Assistance à la passation des marchés de travaux (ACT).
- Examen et visa de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse des entrepreneurs (VISA).
- Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET).
- Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier (OPC).
- Assistance lors des opérations de réception (AOR).

Contrôle Technique (C.T.) et SPS

Romain BRUY
romain.bruy@bureauveritas.com
Responsable d'Opérations
Région Hauts-de-France
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
34B rue de la Latrié 59650 Villeneuve d'Ascq

Vincent PRINSIER
CSPS n°2 – chef de projet prévention
Agence Hauts de France
06 82 81 27 40
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
www.bureauveritas.fr

1.2 – Ouvrages et quantités – Allotissement – Prestations similaires

Ouvrages et quantités

Les ouvrages sont souscrits selon les besoins et quantités qui seront définies dans les documents particuliers d'exécution du marché. Les entreprises soumissionnaires sont tenues d'appliquer les quantitatifs définis par la maîtrise d'œuvre dans les Décomptes du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) présentés dans les annexes 2 de chaque acte d'engagement.

Les types d'ouvrages qui seront réalisés sont décrits dans les CCTP.

Allotissement

La consultation est allotie selon les modalités suivantes :

Lot n°	Intitulé du lot	Nomenclature CPV
1	Plâtrerie - Menuiseries Intérieures – Cloisons amovibles	Travaux de menuiserie 45421000-4 Travaux de cloisonnement 45421141-4
2	Plafonds suspendus	Mise en place de plafonds suspendus 45421146-9
3	Agencement – Revêtements muraux – Vitrophanie - Signalétique	Papier peint et autres revêtements 39190000-0 Aménagement 39200000-4
4	Peinture – Revêtement de sol souple	Peinture et revêtements muraux 44111400-5 Revêtements de sol 44112200-0
5	Chauffage Ventilation Climatisation Plomberie GTB	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation 45331000-6
6	Electricité Courants Forts Courants Faibles	Travaux de câblage et d'installations électriques 45311000-0

Les candidats peuvent déposer une offre pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Il n'y a pas de nombre maximal de lots pouvant être attribués à un candidat.

La consultation n'autorise pas les candidats à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Dans une telle hypothèse, leur offre sera rejetée. Les offres seront par conséquent appréciées lot par lot. Chaque lot sera attribué séparément et aboutira à la conclusion d'un contrat distinct avec l'attributaire retenu pour chaque lot.

Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.3 – Durée – Commencement d'exécution – Reconduction – GPA

Le marché est un marché à exécution instantanée, qui sera souscrit à compter de sa notification pour toute la durée de l'opération mentionnée à l'article 1.1 et jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement applicable à cette opération. Il ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction.

A compter de la réception des ouvrages découlant de chaque contrat pour lequel le titulaire a été mandaté afin d'en assurer la réalisation, il est entendu que les rapports contractuels entre l'organisme maître de l'ouvrage et le titulaire se poursuivent jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement qu'au titre des ouvrages ou aux parties d'ouvrages :

- Ayant fait l'objet de réserves pendant la réception.
- Ayant fait l'objet de désordres apparus dans l'année de la réception et signalés par l'organisme maître d'ouvrage au titulaire entrepreneur par voie de notification écrite permettant d'en attester la date de réception par ce dernier.

La durée prévisionnelle ainsi que la date envisagée de commencement d'exécution des travaux est indiquée dans le document « DCE planning général des travaux.pdf » joint au présent DCE.

1.4– Procédure – Langue

Procédure

Le contrat conclu sera relatif à des travaux, passé à prix forfaitaires et en application :

- Du code de la commande publique
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique).

L'exécution de chaque contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (sauf dérogations mentionnées au CCAP).
- Toute autre réglementation afférente à son objet, en sus des spécifications détaillées aux CCTP.

Langue

La langue utilisée dans le cadre de la procédure est le français. Tous les documents remis par les candidats sont écrits en français ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme en français, sous peine de rejet de la candidature et/ou de l'offre.

URSSAF Nord Pas-de-Calais – Siège social

A l'attention de Franck EL HASSAN

293 avenue du Président Hoover

BP 20001

59032 Lille Cedex

Courriel : franck.elhassan@urssaf.fr

Adresse du profil d'acheteur : [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat](#)

1.5 – Publicité

Conformément à l'article L2131-1 et à l'article R2131-12 du code de la commande publique, la consultation fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié :

- Au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP)
- Sur le profil acheteur de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, la plateforme [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat](#)

1.6 – Modalités de financement et de paiement – Avances

Financement

Le marché est financé sur la base d'une dotation budgétaire de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) et de crédits d'investissement de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais. Les dépenses afférentes au marché seront toutefois inscrites au budget de cet organisme.

Paiement

L'unité monétaire utilisée pour la conclusion et l'exécution du marché est l'Euro (€).

Prix	Modalités de paiement	
Prix global et forfaitaire des ouvrages faisant l'objet d'une obligation de parfait achèvement.	Paiement à terme échu, par virement, selon la décomposition globale du prix forfaitaire par voie d'acomptes mensuels. Le paiement du décompte final (solde) s'effectue dans les mêmes conditions.	Selon les conditions relatives aux délais de paiement définies aux articles R2192-12 à R2192-15 du code de la commande publique.

Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L2191-2, L2191-2 et R2191-3 à R2191-12 (régime général de l'avance) du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée. L'article 4.3 du CCAP détaille les modalités de versement et de remboursement de l'avance.

Acomptes

Le titulaire du contrat (ainsi que tout sous traitant éligible au paiement direct) pourra prétendre au versement d'acomptes, conformément aux dispositions des articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique et de l'article 4.2 du CCAP. Aucun autre acompte ne sera accordé.

Retenue de garantie

Chaque contrat comporte une retenue de garantie de 5% (conformément aux dispositions des articles L2191-17 et R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique), qui pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Cette garantie ou caution de substitution devra être présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte ou solde définitif. A défaut, la retenue de garantie sera prélevée jusqu'à la fin du marché.

L'article 4.2 du CCAP détaille les modalités relatives à la retenue de garantie et aux garanties de substitution.

Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Nantissement – Cession de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique. L'article 4.5 du CCAP détaille les conditions et notification du nantissement et de la cession de créance.

1.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours**, à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2 – DOSSIER DE CONSULTATION

2.1 – Contenu du dossier de consultation

Les documents originaux conservés par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais font seule foi. Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

1. Le règlement de la consultation (RC).
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), document applicable à l'ensemble des lots
3. Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), applicables pour chacun des lots
4. Le cahier des clauses techniques communes (CCTC), applicable à l'ensemble des lots
5. Un acte d'engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot : annexe 1 et annexe 2 (annexe financière/DPGF), annexe 3 (déclaration de sous-traitance) et annexe 4 (cession et nantissement de marché)
6. Les pièces graphiques pour chaque lot et le planning général des travaux.

2.2 – Modifications de détails aux documents de consultation

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais pourra apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés. Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.3 – Modalités de retrait du dossier de consultation

- Téléchargement gratuit du dossier de consultation sur le profil d'acheteur de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, à l'adresse Internet indiquée au 1.4 du présent document.
- Remise gratuite à tout candidat, sur demande écrite ou par courriel aux adresses indiquées à l'article 1.4 du présent document.

2.4 – Variantes

Variantes proposées par les soumissionnaires

Ces variantes ne sont pas autorisées. Les offres doivent être conformes aux documents de consultation qui ne sauraient faire l'objet de modifications par les candidats, sous peine de rejet de leur offre.

Variantes obligatoires imposées par le cahier des charges

La consultation ne comporte aucune variante obligatoire imposée par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 3 – CANDIDATURES – OFFRES – MODALITES DE TRANSMISSION

3.1 – Présentation des candidatures, justificatifs et preuve des capacités

Sous peine de rejet de leur candidature, les candidats produisent un dossier complet comprenant les garanties et documents mentionnés ci après.

Document unique de marché européen (DUME)

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché, en lieu et place des documents exigés ci-dessous et mentionnés à l'article R2143-4 du code de la commande publique.

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour exécuter le marché, sans fournir d'autres informations particulières.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen déjà utilisé dans une précédente procédure mais doivent dans ce cas confirmer que les informations y figurant sont toujours valables.

Justificatifs relatifs à la situation juridique

(Article R2143-3 1° du code de la commande publique)

- Une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et qui précisera si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres.
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés au code de la commande publique.
- Une déclaration indiquant que le candidat est en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés et l'égalité professionnelle homme-femme.

NB : Les imprimés DC1 et DC2 du Ministère des Finances et de l'économie peuvent être utilisés et sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- Si le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- **Société nouvellement créée :** les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Justificatifs relatifs à la capacité économique et financière (Article R2143-3 2° du code de la commande publique)

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Des déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents (notamment copie de l'attestation d'assurance garantie décennale et attestation d'assurance responsabilité civile).
- Certificat relatif aux congés payés et au chômage intempéries
Dans l'hypothèse où il est soumis à ces obligations, l'attributaire doit produire le certificat attestant le respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage intempéries.
 - Le certificat produit doit être en cours de validité.
 - Le certificat relatif aux congés payés et au chômage intempéries est valable jusqu'au 31 décembre de l'année de délivrance :
Ainsi, le certificat délivré en début d'année N pour attester du respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage intempéries au 31 décembre N-1 est valable jusqu'au 31 décembre de l'année N. Ce certificat attestant le respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage intempéries est délivré par l'organisme auquel la société est affiliée).

Justificatifs relatifs aux références professionnelles et à la capacité technique (Article R2143-3 2° du code de la commande publique)

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de conduite de travaux de même nature que ceux du marché public.
- Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques.
- Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants.

À ce sujet, les certificats de qualifications professionnelles ci-après peuvent être utilement présentées par les candidats (ou équivalent) :

Lots	Certificats de qualification professionnelle (ou équivalent)
Lot n°01	QUALIBAT n° 4112 - Plâtrerie (Technicité confirmée) QUALIBAT n° 4113 - Plâtrerie (Technicité supérieure) QUALIBAT n° 4312 - Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois QUALIBAT n° 4322 - Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (Technicité confirmée) QUALIBAT n° 4323 - Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (Technicité supérieure) QUALIBAT n° 4211 - Fourniture et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles QUALIBAT n° 4212 - Fabrication et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles
Lot n°02	QUALIBAT n° 6611 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité courante) QUALIBAT n° 6612 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité confirmée)
Lot n°03	QUALIBAT n° 9112 - Agencement (Technicité confirmée) QUALIBAT n° 9113 - Agencement (Technicité supérieure)
Lot n°04	QUALIBAT n° 6111 - Peinture et ravalement (Technicité courante)

	QUALIBAT n° 6112 - Peinture et ravalement (Technicité confirmée)
Lots 05 et 06	Tout certificat de qualification professionnelle dont disposent les candidats soumissionnant aux 2 lots indiqués

- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Candidature groupée

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Si le candidat veut justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

Le mandataire d'un groupement ne peut représenter en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché. Il est interdit aux candidats de soumissionner plusieurs fois pour un même marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution de le marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

La composition du groupement ne pourra être modifiée, entre la date de remise des offres et la date de signature du contrat, que dans les conditions prévues à l'article R2142-26 du code de la commande publique.

Sous-traitance

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

Tout sous-traitant présenté avant la notification de le marché devra produire les documents et garanties exigées à l'article 3.1 du présent document.

Justificatifs fiscaux et sociaux

Conformément aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du code de la commande publique, l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, préalablement à la notification du marché, demandera par tous moyens au soumissionnaire retenu de transmettre les copies des documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale.
- Attestation de régularité sociale.
- N° d'identification unique.

Le soumissionnaire retenu bénéficiera de 15 jours calendaires pour remettre ces pièces. Le contrat ne pourra lui être notifié que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents, sous peine de rejet de sa candidature.

Documents et informations préalablement transmis

Conformément aux dispositions de l'article R2143-14 du code de la commande publique, l'URSSAF Nord Pas-de-Calais précise que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

3.2 – Présentation des offres

Sous peine de rejet de l'offre, les candidats produisent un dossier complet comprenant a minima les documents suivants :

Un acte d'engagement et ses annexes par lot soumissionné, l'ensemble daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe n°2 (annexe financière - DPGF) devront être complétés, datés et signés.
- L'annexe 3 (déclaration de sous-traitant) est à compléter, dater et signer uniquement en cas de présentation d'un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre.
- L'annexe 4 (cession et nantissement de créance) n'est pas à remplir, mais doit être fournie avec l'acte d'engagement.
- L'attestation de visite dûment remplie et signée par l'organisme.
- Le mémoire technique (format et contenu attendu ci-dessous)

Format et présentation du mémoire technique

L'offre doit être complétée d'un mémoire technique portant sur les aspects qualité, délais et environnement, concaténant les différentes notes de synthèse et éléments exigés à l'article 4.2 dans le tableau « Critères et pondérations » dépendant des lots choisis.

Il est demandé aux candidats de composer le mémoire avec les notes de synthèse et éléments exigés de préférence dans l'ordre énuméré des critères et sous-critères pour le lot répondu.

De style libre, chaque note de synthèse ou réponse à l'item doit respecter toutefois le nombre de pages indiqué dans les critères/sous-critères ci-dessous (si précisé), l'ensemble doit être lisible (police classique) et la taille de police supérieure à 8. Le contenu et la réponse sur chacun des critères/sous-critères notés sont à développer autour des attendus détaillés et mentionnés au tableau de pondération ci-dessous, faisant l'objet d'une pondération propre.

Tout autre format utilisé dans l'offre entraînera un classement irrégulier.

Annexe financière

Il est demandé aux candidats de remplir l'ensemble du document excel DPGF. Le fichier natif en excel doit être renvoyé dans le dossier de l'offre ainsi que sa version pdf.

Les candidats qui ne rempliraient pas la DPGF dans son intégralité verront leur offre classée irrégulière.

Les candidats sont invités à joindre également un relevé d'identité bancaire de leur compte (cet élément n'est cependant pas obligatoire au stade du dépôt des offres).

3.3 – Modalités de transmission des candidatures et des offres

Les plis contenant candidatures et offres doivent impérativement parvenir avant la date et l'heure limite de réception des plis à l'adresse de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais (cf. article 1.4 du présent document), sous peine de rejet.

Cette consultation n'est pas éligible au dispositif « Marché public simplifié », tel que prévu par le décret n°2014-1097 du 26/09/2014 portant mesures de simplification applicables aux marchés publics.

Transmission au format dématérialisé

Les candidatures et offres devront être déposées par voie électronique, conformément aux l'articles R2132-7 et suivant du code de la commande publique.

La transmission dématérialisée des plis doit s'effectuer, sous peine de rejet du pli, via le profil d'acheteur PLACE de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, à l'adresse indiquée à l'article 1.4 du présent document (site gratuit, en libre accès).

- Les transmissions de plis dématérialisés **par courriel ou autres ne sont pas autorisées.**
- La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités suivantes : transmission dans les conditions visées à l'arrêté du 27/07/2018 (support papier ou physique électronique ; dans ce dernier cas, les documents sont revêtus de la signature électronique). La copie de sauvegarde est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde », ainsi que l'intitulé et le numéro de la procédure de consultation. Elle doit parvenir à l'URSSAF Nord Pas-de-Calais avant la date et l'heure limite de

réception des plis. L'ouverture de la copie de sauvegarde intervient uniquement dans les conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté susmentionné.

- Seule la **date de dépôt sur le profil d'acheteur fait foi** pour toute question relative à sa date limite de réception. Les plis dématérialisés doivent donc être déposés sur le profil d'acheteur avant la date et l'heure limite de remise des plis.
- Les fichiers transmis doivent être préalablement traités avec un anti-virus régulièrement mis à jour. Si l'URSSAF Nord Pas-de-Calais détecte dans l'un de ces documents un programme informatique malveillant (virus, troyen, ver, etc.), elle procèdera en appliquant les modalités fixées par la réglementation relative à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Le candidat veille à **authentifier la signature de la personne habilitée à engager la société**, selon les prescriptions des articles 1316 à 1316-4 du code civil, donner une date certaine à la réception et obtenir un accusé de réception électronique.
- Les fichiers sont revêtus d'une **signature électronique sécurisée** conforme au référentiel intersectoriel de sécurité et référencée sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. En application de l'arrêté du 15/06/2012 susmentionné, les certificats électroniques de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) seront acceptés (niveaux ** et *** RGS). Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.
- Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Les fichiers transmis sont établis selon l'un des formats suivants : .DOC (compatible Word version 97 et postérieures), .XLS (compatible Excel version 97 et postérieures), .PDF ou .ZIP (le contenu des archives devra cependant appartenir à l'un des trois formats susmentionnés).
- Pour toute demande d'assistance technique, question ou problème rencontré, les candidats peuvent contacter le service technique de la plateforme PLACE à travers le menu aide ou en cliquant sur l'icône assistance.
Le guide d'utilisation est disponible à l'adresse suivante : [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat](#)

Mise à disposition électronique de documents et d'informations

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 2° du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent indiquer, dans leur dossier, toutes les informations nécessaires à la consultation d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, en vue de l'obtention, par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, de documents et moyens de preuve que celle-ci pourrait obtenir par leur biais. L'accès aux dits systèmes ou espaces de stockage doit être gratuit.

ARTICLE 4 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 55 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics, l'URSSAF Nord Pas-de-Calais conduisant une procédure de consultation ouverte, elle pourra vérifier les capacités des candidats au plus tard avant l'attribution du marché et, à ce titre, pourra être amenée à examiner les offres avant les candidatures.

4.1 – Analyse des candidatures

Avant tout examen des candidatures, en cas de pièces mentionnées à l'article 3 manquantes ou incomplètes, il pourra être fait application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, pour tous les candidats concernés, qui pourront compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous, à compter de la date de demande par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais. Le délai sera communiqué au moment de la demande adressée par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions précitées du code de la commande publique, de l'article 16 de la loi n° 2014-873 du 04/08/2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées à l'article 3 dans le délai imparti, ne seront pas admis.

Les candidatures seront appréciées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites par les candidats. Toutes les références et garanties requises au titre de celles-ci constituent des critères de sélection des candidatures, appréciés à valeur égale.

4.2 – Analyse des offres

Les montants HT et TTC des prix proposés figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, ainsi que les informations figurant dans l'annexe cadre de réponse de ce même document, prévaudront sur toutes autres informations contenues dans l'offre.

Avant tout classement, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, au sens des articles L2152-1, L2152-2, L2152-3, L2152-4 et R2152-1 du code de la commande publique, et non régularisées conformément aux dispositions de l'article R2152-2 de ce même code, seront éliminées.

Les offres anormalement basses telles que prévues par l'article L2152-5 du code de la commande publique, et non justifiées dans les conditions de l'article R2152-3 du code de la commande publique, seront éliminées conformément aux dispositions de l'article R2152-4 de ce même code.

N.B : toute offre dont la DPGF serait partiellement, voire non complétée, fera l'objet d'un rejet pour offre irrégulière.

Les fichiers natifs des DPGF en format excel seront obligatoirement à fournir avec l'offre (ainsi qu'une version en .pdf).

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais attire l'attention des candidats sur la nécessité de complétude de la DPGF, dans son intégralité.

Après analyse et notation, les offres retenues seront celles jugées économiquement les plus avantageuses, par classement décroissant, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Lots 01, 02 et 04 :

Critères et pondérations		
Critères et sous critères	Pondérations	Eléments d'appréciation
Critère 1 Prix global et forfaitaire des ouvrages	40% de la note finale	A partir de l'annexe 2 de l'acte d'engagement (annexe financière - DPGF)
Critère 2 Qualité des travaux et procédé mis en œuvre	40% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none">Note de synthèse sur l'intégralité des travaux à réaliser comprenant tout élément permettant d'apprécier la compréhension du projet – 20 pages maximum – <i>25% du critère</i>Méthodologie sur l'organisation du chantier et des travaux à réaliser en lien avec le site (Etudes, synthèse, travaux, sous-traitance, approvisionnement, stockage, acheminements) – 10 pages maximum – <i>25% du critère</i>Moyens humains présents par phase et travaux et matériel affecté en relation (type outillage, points techniques particuliers, moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des travaux en lien avec le planning) - 10 pages maximum – <i>25% du critère</i>La qualité, la nature, provenance et niveaux de performance des fiches techniques des matériaux mis en œuvre - <i>25% du critère</i> <p>Fiches techniques attendues :</p> <p><i>Lot 01 :</i> <i>Barrière phonique en plenum</i></p>

		<p><i>Cloison amovible pleine</i> <i>Cloison amovible vitrée</i> <i>Bloc porte vitrée bi affleurante</i> <i>Panneaux ecrimurs</i> <i>Bloc porte intérieur</i></p> <p><i>Lot 02 :</i> <i>Dalle 600x600</i> <i>Cassette acier 600x600</i></p> <p><i>Lot 04 :</i> <i>Sols souples : 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07</i> <i>Plinthes de recouvrement bois</i> <i>Nez de marche</i> <i>Bande podotactile</i> <i>Peinture de finition – Plafonds plâtres</i></p>
<p>Critère 3</p> <p>Délais de réalisation des ouvrages et respect du planning général</p>	10% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entreprise devra fournir un planning prévisionnel type pour une intervention sur deux niveaux, détaillant la durée et l'enchaînement des phases (études, visas, fabrication, approvisionnement, pose, essais), et démontrant sa capacité à respecter le calendrier prévisionnel du marché.
<p>Critère 4</p> <p>Performance en matière de protection de l'environnement</p>	10% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Démarche chantier à faibles nuisances environnementales. Plan de réduction des nuisances sonores, des poussières, et des pollutions locales (protocole d'intervention en site occupé et centre-ville). Mobilisation d'équipements "propres" et calendrier des impacts. – 10 pages maximum

Lot 03

Critères et pondérations		
Critères et sous critères	Pondérations	Eléments d'appréciation
<p>Critère 1</p> <p>Prix global et forfaitaire des ouvrages</p>	40% de la note finale	<p>A partir de l'annexe 2 de l'acte d'engagement (annexe financière - DPGF)</p>
<p>Critère 2</p> <p>Qualité des travaux et procédé mis en œuvre</p>	40% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Note de synthèse sur l'intégralité des travaux à réaliser comprenant tout élément permettant d'apprécier la compréhension du projet – 20 pages maximum – <i>25% du critère</i> Méthodologie sur l'organisation du chantier et des travaux à réaliser en lien avec le site (Etudes, Synthèse, Travaux, sous-traitance, approvisionnement, stockage, acheminements) – 10 pages maximum – <i>25% du critère</i> Moyens Humains présents par phase et travaux et matériel affecté en relation (type outillage, points techniques particuliers, moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des travaux en lien avec le planning) - 10 pages maximum – <i>25% du critère</i> La qualité, la nature, provenance et niveaux de

		<p>performance des fiches techniques des matériaux mis en œuvre - 25% du critère</p> <p>Fiches techniques attendues :</p> <p><i>Lot 03 :</i> <i>Stratifié</i> <i>Revêtement mural acoustique de type 1</i> <i>Revêtement mural acoustique de type 2</i> <i>Revêtement mural vinyle</i></p>
<p>Critère 3</p> <p>Délais de réalisation des ouvrages et respect du planning général</p>	10% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entreprise devra fournir un planning prévisionnel type pour une intervention sur deux niveaux, détaillant la durée et l'enchaînement des phases (études, visas, fabrication, approvisionnement, pose, essais), et démontrant sa capacité à respecter le calendrier prévisionnel du marché.
<p>Critère 4</p> <p>Performance en matière de protection de l'environnement</p>	10% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Démarche chantier à faibles nuisances environnementales. Plan de réduction des nuisances sonores, des poussières, et des pollutions locales (protocole d'intervention en site occupé et centre-ville). Mobilisation d'équipements "propres" et calendrier des impacts. – 10 pages maximum

Lots 05 et 06 :

Critères et pondérations		
Critères et sous critères	Pondérations	Eléments d'appréciation
<p>Critère 1</p> <p>Prix global et forfaitaire des ouvrages</p>	40% de la note finale	<p>A partir de l'annexe 2 de l'acte d'engagement (annexe financière - DPGF)</p>
<p>Critère 2</p> <p>Qualité des travaux et procédé mis en œuvre</p>	40% de la note finale	<p>A partir mémoire technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Note de synthèse sur l'intégralité des travaux à réaliser comprenant tout élément permettant d'apprécier la compréhension du projet – 20 pages maximum – 45% du critère Listing exhaustif, qualité et provenance des matériaux / matériels proposés – 30% du critère : <ul style="list-style-type: none"> * Document de synthèse 1 page maximum avec références précises, marques, type, ... + * Fiches techniques simplifiées 10 pages maximum Méthodologie sur l'organisation du chantier et des travaux à réaliser en lien avec le site (Etudes, Synthèse, Travaux, sous-traitance, approvisionnement, stockage, acheminements) – 10 pages maximum – 25% du critère
<p>Critère 3</p> <p>Délais de réalisation des ouvrages</p>	10% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique – 10 pages maximum.</p> <ul style="list-style-type: none"> Délai global d'intervention et délais par phase et par

et respect du planning général		<p>tâche. <i>50% du critère.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Intégration dans le planning général avec les autres corps d'état (coactivité et phasage), détail des méthodes d'organisation et de coordination, identifications et gestion des points critiques / à risques. <i>25 % du critère.</i> Ressources humaines et moyens dédiés au respect des délais, gestion des retards (y compris ceux dû aux autres intervenants). Présentation des effectifs affectés aux différentes phases, organisation de l'équipe, moyens matériels mobilisés, engagements sur la disponibilité des intervenants (chefs de chantier, spécialistes), identification des sous-traitants avec tâches affectées, effectifs par tâches pour garantir la tenue des délais annoncés. <i>25 % du critère.</i>
<p>Critère 4</p> <p>Performance en matière de protection de l'environnement</p>	10% de la note finale	<p>A partir du mémoire technique – 10 pages maximum</p> <ul style="list-style-type: none"> Démarche chantier à faibles nuisances environnementales. Plan de réduction des nuisances sonores, des poussières, et des pollutions locales (protocole d'intervention en site occupé et centre-ville). Mobilisation d'équipements "propres" et calendrier des impacts. <i>50% du critère.</i> Gestion et valorisation des déchets de chantier. Modalités de tri, collecte, traçabilité et valorisation des déchets de chantier et matériaux issus des déposes. Plan de gestion avec indicateurs chiffrés et partenaires de recyclage. <i>25% du critère.</i> Qualité de l'air intérieur : Prise en compte des COV (composés organiques volatils) et l'emploi de peintures faibles émissions. <i>25% du critère.</i>

Système de notation des critères 2, 3 et 4 :

Information inadaptée ou non fournie	0%
Information incomplète et peu (ou pas) adaptée au projet	25%
Information incomplète ou peu adaptée au projet	50%
Information complète et adaptée au projet	75%
Information très complète et particulièrement adaptée au projet, contextualisée ou présentant une valeur ajoutée	100%

ARTICLE 5 – NEGOCIATIONS

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant déposé une offre. Si des négociations sont engagées, elles le seront avec l'ensemble des candidats sélectionnés, en respectant les principes généraux de transparence de la procédure et d'égalité de traitement entre les soumissionnaires. Les modalités de négociation seront identiques pour tous les soumissionnaires et leur seront notifiées par tous moyens, pendant l'analyse des offres.

Cette négociation portera sur l'ensemble des caractéristiques financières et techniques de l'offre des candidats et permettra de détailler si besoin les éléments de leur offre. Cette négociation ne peut changer l'objet du marché ni en modifier substantiellement les termes.

Dans tous les cas, la négociation doit être impartiale et ne peut aboutir à transmettre des informations concernant les offres des opérateurs économiques tiers.

Dans l'hypothèse où à l'issue des négociations, certaines offres s'avèreraient irrégulières ou inacceptables, elles seraient éliminées conformément aux dispositions de l'article R2152-1 du code de la commande publique. L'analyse et le classement des offres restantes sera effectué sur la base des critères pondérés annoncés dans les avis d'appel public à la concurrence et rappelés à l'article ci-dessus.

ARTICLE 6 – AUTRES RENSEIGNEMENTS

6.1 – Compléments d'information

Les candidats peuvent faire parvenir, dans un délai au moins égal à 8 jours avant la date limite de réception des offres, leurs questions en priorité sur le profil acheteur PLACE à l'adresse indiquée à l'article 1.4 du présent document.

En cas d'impossibilité totale, ils peuvent laisser un message à l'adresse suivante : franck.elhassan@urssaf.fr

Les renseignements complémentaires sont communiqués par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Passé ce délai, aucun complément d'information ne pourra être communiqué.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'URSSAF Nord Pas-de-Calais ne pourra communiquer de compléments d'informations ou de réponses aux questions posées par les opérateurs économiques via la plateforme PLACE **qu'aux seuls candidats identifiés** (soit par une demande écrite ou un courriel, soit par le téléchargement du dossier de consultation sur ladite plateforme et sous réserve qu'ils aient accepté de s'identifier préalablement sur PLACE). Par conséquent, **les candidats ne souhaitant pas s'identifier préalablement ne pourront prétendre au même niveau d'information que ceux ayant procédé à leur identification.**

6.2 – Visites obligatoires

Afin d'affiner le contenu de son offre et d'estimer au mieux la consistance des prestations, chaque candidat doit visiter obligatoirement le site. Deux dates de visite sont prévues, en dehors de ces créneaux aucune autre visite ne sera admise. Les visites s'effectueront exclusivement sur rendez-vous sur l'un ou l'autre des deux créneaux proposés ci-dessous (aucune autorisation de visite sans enregistrement préalable). Il est demandé de prendre impérativement rendez-vous auprès de la personne suivante afin de pouvoir visiter les locaux destinés à recevoir les ouvrages :

Monsieur EL HASSAN

06 03 30 25 62

franck.elhassan@urssaf.fr

ET

Monsieur WILLOT

06 80 58 01 93

Thierry.willot@urssaf.fr

Les visites de site (Lille) sont fixées aux deux dates suivantes :

⇒ 23/12/2025 de 9h à 11h

⇒ 06/01/2026 de 9h à 11h

Après sa visite, le candidat est réputé avoir une connaissance complète de l'existant et des locaux, en vue de l'établissement de son offre et de l'exécution des prestations. Il ne saurait donc valablement arguer d'une méconnaissance en la matière pour émettre des réserves à son offre, ou retirer celle-ci une fois déposée.

Une attestation probatoire de visite sera produite en double exemplaire : elle sera signée et un exemplaire sera remis au candidat qui devra la joindre à son offre. **En cas d'absence de visite, l'offre sera classée irrégulière.**

L'ensemble des frais de déplacement du fait des visites préalables reste à la charge des candidats.

6.3 – Voies et délais de recours

Si elle estime que l'acheteur a manqué à ses obligations de publicité et/ou de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, dans les conditions définies par les décrets n°2009-1455 et n°2009-1456 du 27/11/2009.